

Conseil national du PCF
6-7 octobre 2007

Jean-Paul Salon, Dordogne

Pour un processus fondateur

La rupture avec le modèle social français que N. Sarkozy veut imposer, dit. La politique a horreur du vide, la droite s'est engouffrée dans la brèche laissée par la gauche. Victoire idéologique. Surtout par défauts idéologiques de la gauche. Celle-ci n'étant pas à même d'opposer un projet de transformation sociale répondant aux besoins de notre peuple face à la révolution conservatrice amenée de longue main par la bourgeoisie. Dans cette défaite, celle du Parti communiste a une résonance particulière. L'avenir à gauche dépendra donc pour beaucoup de ce qu'il en adviendra.

L'inventaire que font depuis quatre mois les communistes montre que les novations bien réelles tentées aux cours des dernières décennies ne se sont pas traduites par une nouvelle cohérence idéologique susceptible de renouveler la place et l'utilité du Parti communiste. Sans doute des *trous noirs*, dans trop de domaines, ont stérilisé les avancées au point de rendre inaudible notre discours. Dans ces conditions face au capitalisme financiarisé, à la mondialisation et à la bataille menée par la bourgeoisie pour reprendre le pouvoir, il était difficile d'opposer une gauche de transformation sociale, alors même que le Parti socialiste s'engageait dans son adaptation au libéralisme. Et nous nous sommes retrouvés nus...

Le Parti communiste est plus qu'un parti, il est dans une continuité historique l'expression politique du mouvement révolutionnaire. C'est le divorce entre les idées révolutionnaires qui montent de façons diverses dans la société et notre façon de les exprimer qui sont à la base de notre échec. Reconnu historiquement et justement comme le parti de la classe ouvrière parce qu'il concourut à son émancipation politique dans la décennie de 1936 à 1946, le Parti communiste ne continue-t-il pas à être marqué idéologiquement comme le parti d'une classe ? Cela suffit-il face à l'évolution et à la diversité des forces vives en quête d'émancipation ? La matrice de 1920 n'est-elle pas dépassée ? Ne doit-on pas faire ce que fit Marx au moment de la révolution industrielle : appréhender quelles sont les forces vives dont l'émancipation contre le capitalisme financier et mondialisé permettra l'émancipation de l'humanité. Pour répondre au besoin d'une organisation exprimant au plan politique la diversité des aspirations au changement, pour construire aux travers des luttes les cohérences, les solidarités, l'imaginaire commun, constitutifs d'une alternative, n'y a-t-il pas la nécessité de penser sur d'autres bases sociales les fondations de ce parti, de tirer toutes les conséquences qu'impliquent des rapports nouveaux entre parti et société.

Indissociablement liées, les propositions comme les finalités de notre projet de transformation sociale, ne sont-elles pas elles aussi à repenser ? Le monde du capitalisme financier est celui du taux de profit, de la logique industrielle, des flux tendus, du développement des productions tous azimuts, la dictature de la pub, des produits jetables... Il a pour conséquence l'exploitation, le chômage, la concurrence entre les hommes et les territoires, le stress, la pollution, la guerre, la

destruction de la nature... Nous sommes au bout de ces logiques de développement. Bien que nécessaires et urgentes la modification de la répartition des richesses et l'introduction de mesures environnementales ne suffiront pas à transformer la société. Associé au dépassement du capitalisme, il y a quelque chose d'aussi fondamental pour la crédibilité de tout projet de transformation : un nouveau type de développement, éradiquant le productivisme, construit par et pour les individus dans un nouveau rapport à la nature.

Enfin il ne peut y avoir de cohérence idéologique sans poser clairement la question du pouvoir, de son exercice comme des formes de sa conquête. Les dernières décennies avec notre participation au gouvernement sans modification démocratique des institutions, celle à une cohabitation qui a promu le quinquennat et l'inversement du calendrier électoral, ont profondément altéré la crédibilité de notre volonté de donner le pouvoir au peuple. Pour être efficace notre réponse à l'aspiration à la démocratie doit inscrire le processus de conquête dans les luttes et dans les urnes comme un moyen d'appropriation populaire du pouvoir et des formes de son exercice. De la façon dont on construit la prise de pouvoir, on l'exerce. Si elle est délégataire, l'exercice du pouvoir sera délégataire. Si nous construisons ce pouvoir avec le peuple alors il l'exercera.

Après tant de déboires unitaires les moyens de la conquête ne peuvent être fondés que sur un processus nouveau. Parce qu'il est impossible à un seul parti de résumer à lui seul le mouvement de la société, l'aspiration à faire front à la droite tous ensemble doit lier le respect de la diversité des courants de la gauche à l'efficacité d'une construction commune structurée. Et la nécessité d'un projet commun ne peut éluder l'apport d'un Parti communiste associant contestation du capitalisme, intervention dans les pouvoirs et transformation de la société telle que cela n'a jamais été conçu.

Mais ce qui marquera notre volonté d'enraciner et de placer ce processus sous contrôle populaire ce sera notre capacité à l'ouvrir dans son ensemble aux hommes et aux femmes avec qui nous voulons former une communauté de position et de destin.

N'ayons pas peur de nous-mêmes !